

Direction principale des renseignements, de l'accès à l'information, de l'éthique et des plaintes

PAR COURRIEL

Québec, le 26 juillet 2024

Objet : Demande d'accès n° 2024-06-076- Lettre de réponse

Monsieur,

La présente fait suite à votre demande d'accès, reçue le 26 juin dernier, concernant l'avis technique produit par les arpenteurs-géomètres de notre ministère comprenant les plans (croquis) et baux inclus à l'avis technique (ainsi que le rapport) produit dans le cadre des mandats de rénovation cadastrale 1159 et 1262.

Les documents suivants sont accessibles. Il s'agit de :

- 1. Avis technique _1159, 7 pages;
- 2. Mandat_rénovation_cadastrale_1262, 23 pages.

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1), nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez, en pièce jointe, une note explicative concernant l'exercice de ce recours.

Pour obtenir des renseignements supplémentaires, vous pouvez communiquer avec M^{me} Maissa Ndiaye, analyste responsable de votre dossier, à l'adresse courriel <u>Maissa.Ndiaye@environnement.gouv.qc.ca</u>, en mentionnant le numéro de votre dossier en objet.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Pour le directeur,

ORIGINAL SIGNÉ PAR

Martin Dorion

p. j. 3

Édifice Marie-Guyart, 29^e étage 675, boul. René-Lévesque Est, boîte 13 Québec (Québec) G1R 5V7 Téléphone : 418 521-3858

Courriel : acces@environnement.gouv.qc.ca
Site Web : www.environnement.gouv.qc.ca



Québec, le 8 juillet 2002

Monsieur Daniel Lapierre, a.-g. Direction de la rénovation cadastrale Ministère des Ressources naturelles 5700, 4° Avenue Ouest, local G-309 Charlesbourg (Québec) G1H 6R1

Objet: Demande d'avis technique – Beaconsfield (mandat 1159)

Monsieur,

La présente fait suite à la demande que vous adressiez au ministère de l'Environnement (MENV) le 14 juin 2002 via le courrier électronique, afin d'obtenir nos commentaires relativement à la représentation de la limite du domaine hydrique de l'État au plan projet de la rénovation cadastrale concernée.

Au regard de ce dossier, l'analyse du plan projet reçu par rapport aux documents que nous possédons <u>actuellement</u> et aux photographies aériennes du secteur, m'amène à formuler les commentaires suivants :

Tel que convenu lors de la rencontre du 8 mai 2000 entre le MENV et le ministère des Ressources naturelles (MRN), le recensement des lacs et cours d'eau non-navigables du domaine de l'État, à savoir ceux inclus à l'intérieur de lots primitifs (et non cadastraux) dont la date de concession est postérieure ou égale au 1^{er} juin 1884, ne sera pas effectué dans le cadre du programme de rénovation cadastrale. Donc, il n'y aura plus d'analyse systématique de la tenure effectuée pour le contrôle des plans projets de rénovation lors de la demande d'avis technique. Seuls les lacs et cours d'eau navigables seront contrôlés.

Ce contrôle de la limite cadastrale des projets de lots adjacents au lac St-Louis a été fait à l'aide de l'interprétation des photographies aériennes de 1930 et 1982, de la compilation de divers plans, rapports, documents d'archives et droits consentis, ainsi que de la cartographie numérique au 1:20 000 du MRN (BDTQ). Notre prétention sur la position et la géométrie de la ligne des hautes eaux ordinaires est représentée en bleu sur les extraits suivants du plan projet :

...2

Plan-A-

Les lots 1 971 579, 1 971 578 du cadastre du Québec et les suivants vers l'ouest fûrent rénovés avec le mandat adjacent 1158 pour lequel nous avions émis un avis technique le 1^{er} février 2001. Tel que mentionné à ce moment, je vous rappelle que des Lettres Patentes ont été émises le 13 juillet 1905 dans ce secteur concédant une bande de 100 pieds à partir de l'« apparent high water mark ». Une copie non certifiée des Lettres Patentes en question est disponible en annexe. Votre fournisseur peut toujours se procurer les copies certifiées conformes du plan et de l'acte en s'adressant au organismes suivants :

M^{me} Céline Villeneuve Centre d'archives de Québec et de Chaudière-Appalaches Archives cartographiques et architecturales 1210, avenue du Séminaire, C.P. 10450 Ste-Foy (Québec) G1V 4N1 (418) 643-4440

M^{me} Francine Dupont Responsable de l'enregistrement des documents d'État Ministère de la Justice Direction générale de l'enregistrement 1200, route de l'Église Ste-Foy (Québec) G1V 4M9 (418) 646-6033

Une partie de ces Lettres Patentes est incluse dans le présent mandat aux projets de lots 2 425 382, 2 423 604 et 2 423 605. C'est pourquoi nous demandons à votre fournisseur de bien replacer ces lettres patentes en question afin de valider lesdits projets de lots qui occupent considérablement le lit du lac Saint-Louis au-delà de la ligne des hautes eaux ordinaires. Veuillez noter que le projet de lot 2 425 762 est accepté puisqu'il inclut le bloc 93 de l'arpentage primitif concédé par Lettres Patentes le 22 août 1983. En effet, la bande de 100 pieds concédée par les Lettres Patentes de 1905 dans ce secteur n'incluait pas la partie de grève située en front du lot 26 du cadastre de la paroisse de Pointe-Claire.

Le projet de lot 2 425 828 est immatriculé au nom du MENV puisqu'il représente le bloc 837 de l'arpentage primitif loué du gouvernement du Québec au bail 9293-75. Cependant, certains segments de droite proposés représentent une sinueuse au plan dudit bloc. Cette situation devrait être corrigée.

Une petite partie du projet de lot 2 424 287 occupe le lit du lac St-Louis au-delà de la ligne des hautes eaux ordinaires. Cette situation devrait être corrigée.

Le projet de lot 2 424 291 inclut le lot 278 du cadastre de la paroisse de Pointe-Claire qui correspond au bloc 1001 de l'arpentage primitif concédé par Lettres Patentes. Il semble y avoir certains problèmes au niveau de la géométrie de ce bloc, à l'intérieur et aussi en bordure du lac ou nous devrions retrouver une sinueuse. Cette situation devrait être corrigée. De plus, notre analyse photogrammétrique actuelle nous révèle que la ligne des hautes eaux ordinaires est située au nord de la limite nord-ouest dudit bloc. Cependant, comme cette situation d'occupation du domaine hydrique de l'État fut régularisée par les Lettres Patentes du 14 août 1991 (publié au BPD de Montréal le 23 octobre 1991 sous le numéro 4441836), nous respectons, dans le cadre des travaux de rénovation cadastrale, la superficie des blocs ainsi concédés. C'est pourquoi la zone hachurée en rouge ne vous est transmise qu'à titre indicatif.

Une partie du projet de lot 2 424 283 occupe le lit du lac St-Louis au-delà de la ligne des hautes eaux ordinaires. C'est pourquoi la partie en occupation ne devrait pas apparaître au cadastre du Québec puisqu'un bail sera éventuellement émis afin de régulariser cette situation. La petite parcelle montrée en jaune (transmise à titre indicatif) devrait probablement être considérée elle aussi en occupation sur le domaine hydrique de l'État, mais une analyse plus détaillée devra être effectuée afin de le démontrer, ce que nous ne sommes pas en mesure de réaliser dans le cadre de cet avis technique faute de temps.

Le projet de lot 2 425 843 inclut le bloc 510 de l'arpentage primitif concédé par Lettres Patentes. Il semble y avoir certaines différences au niveau de la limite sud qui devraient être corrigées (bas de talus vs corde).

Le projet de lot 2 425 826 est immatriculé au nom du MENV puisqu'il représente le bloc 503 de l'arpentage primitif loué du gouvernement du Québec au bail 8586-59. Cependant, la longueur de certains segments de droite proposés ne semble pas correspondre audit bloc. Cette situation devrait être corrigée.

Trois (3) parties du lit du lac St-Louis actuellement louées du gouvernement du Québec aux baux 8788-98, 8788-15 et 9293-211 ne devraient pas apparaître au cadastre du Québec ou devraient être immatriculées distinctement au nom du MENV. Il s'agit d'une partie des projets de lots 2 424 494, 2 424 496 et 2 425 113. Cette situation devrait être corrigée.

Le projet de lot 2 425 829 ne devrait pas être immatriculé au nom du MENV puisqu'il représente le bloc 115 du cadastre de la paroisse de Pointe-Claire qui correspond au bloc 768 de l'arpentage primitif concédé par Lettres Patentes le 15 juin 1990 et publié au BPD de Montréal sous le numéro 4316025 (date illisible). De plus, la géométrie dudit bloc est à revoir (segment de 2.66 m vs celui de 3.54 m). Ces situations devraient être corrigées.

Plan-B-

Une partie du projet de lot 2 425 242 représente le bloc 12 du cadastre de la paroisse de Pointe-Claire qui correspond au bloc 201 de l'arpentage primitif vendu par Lettres Patentes le 1^{er} novembre 1977 et publié au BPD de Montréal en décembre 1977 sous le numéro 2837973. Certains segments de droite proposés représentent une sinueuse au plan dudit bloc. Cette situation devrait être corrigée.

Une partie du lit du lac St-Louis actuellement louée du gouvernement du Québec au bail 8283-841 ne devrait pas apparaître au cadastre du Québec ou devrait être immatriculée distinctement au nom du MENV. Il s'agit d'une partie du projet de lot 2 425 152. Cette situation devrait être corrigée.

Une partie du projet de lot 2 425 374 occupe le domaine hydrique de l'État. Cette situation devrait être corrigée.

Je vous rappelle qu'avant d'associer un lot ou une partie de lot à un propriétaire privé, il est du <u>devoir du fournisseur</u> de s'assurer que ce lot a bel et bien été concédé, c'est-à-dire sortie du domaine de l'État (référence : instructions pour la réalisation d'un mandat de rénovation cadastrale). Un des buts recherchés par la rénovation cadastrale est d'identifier et corriger les anomalies et erreurs inhérentes aux données cadastrales actuelles qui sont nombreuses le long des plans d'eau et ce, en vue de reconstituer une image complète et <u>fidèle</u> du morcellement foncier. Nous sommes d'avis que la rénovation cadastrale n'a pas atteint tous ses buts lorsque l'on retrouve des lots et/ou parties de lots identifiant une partie du lit d'un lac ou d'un cours d'eau de l'État dont la propriété est attribuée à des propriétaires privés, sans qu'il y ait eu concession. C'est pourquoi les occupations sur le domaine hydrique de l'État pour lesquels les riverains ne détiennent pas de titres (ou ne détiennent qu'un titre précaire) ne devraient pas être immatriculées au cadastre du Québec.

Pour terminer, je vous informe que, nonobstant les remarques qui précèdent, nous acceptons pour les fins de <u>représentation cadastrale</u> des autres lots la limite du domaine hydrique proposée pour le mandat concerné, sous réserve des droits que l'État détient ou peut détenir à l'égard de certains lacs et/ou cours d'eau non-navigables. Toutefois, nous tenons à préciser que cette limite ne constitue

pas pour autant une limite formelle comme celle qui résulte d'un bornage (d'une délimitation).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

DD/dg

Daniel Després, Arpenteur-géomètre

p.j. 2 plans 1 copie de Lettres Patentes non-certifiée.

(SIGNED) L.C. HILL CANADA: PROVINCE OF QUEBEC.

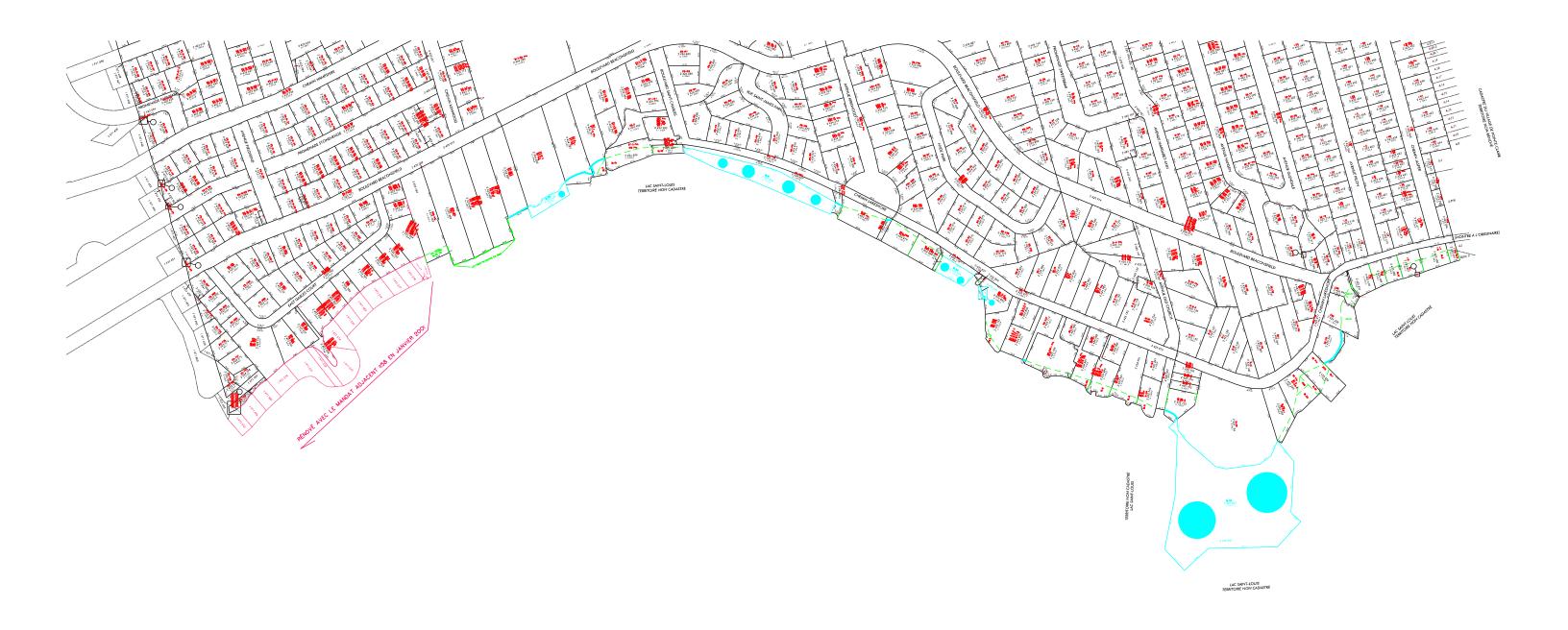
EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

	To All to whom these Presents shall come—GREE': ING:
	Merens, the Honorable Oir George a. Drummond
The state of the s	Servette - has contracted and agree with our Commissioner of Lands, Forest and Fisheries,
_	the sade of Crown Lands, duly authorized by the interest, not the said province, of the Lands of lawful money of Our said Province, of the Lands of
	him the mid Hororable vir George (Vrummond -
two, twenty three 10 transity four and, of	Our said Commissioner of Lands, Forests and Fisheries, in hand well and truly paid to Our use, at or before the scaling these Our Letters-Patent, We have granted, sold, adjuncted, conveyed and assured, and by these Presents do grant, I, alienate, convey and assure, unto the said Honorable viv George Whermona,
twenty fine of the mel	war cols or portions of the bed of Lake It Louis in front of adapted
di.	in ()ur Province of Quebec, containing by admeasurement a total area of eight a first, fourtees: parties and one hundred and be the same more or less, together with the build six yet which said Percel or Treat of Land may be otherwise known as follows, that it to may:
Š.	two water lots or portions of the bed of Lake I Louis, indicated by green hatchings on the accompanying plan, may be more parlinglarly described
	as foliows, to wil Tiest Water lot Commencing as me point of
	time of high water mark of lake at lower with the devision tenevirone
20 Car	of Combe Claire, County of jacques astier, said point very at a market of fifty (50) feet from the North side of the public road leading to
8. 13	apparent line of high-water mark in front of said cadasiral the
corded the	West part of housely five (25) to its intersection with the the the
A two water lots or	And Cadastral let number beenly six (20) of the agercaid cause In have and to hold the said Parcel of Lead and promises hereinbefore given, granted and In have and to the use of our said grantee—his Heirs and Assigns for ever
portions of the bed of lake & Louis above described	Provided always, that this grant is subject to the laws and regulations concerning public land,
J.P.	GIVEN under the Great Scal of Our Province of Quebec, WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable Sin touis and Scale Knight Commander of the Most Richard Order of Jaint-Michael and Saint-Scorge Lieutenant Governor of the Province of Quebec.
Sep. prool Rent	At QUEBEC, this Meinteenth day of jeely, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and five and in the fifth year of Our weign.
	By Command,
	(Signed) Jostavin (Signed) L. Rodolphertage

Deputy-Secretary of the Province,

Deputy Minister of Lands, Minister of Lands

Reference No.





Québec, le 18 janvier 2001

Monsieur Daniel Lapierre, a.-g. Direction de la rénovation cadastrale Ministère des Ressources naturelles 5700, 4^e Avenue Ouest, local G-309 Charlesbourg (Québec) G1H 6R1

Demande d'avis technique - Pierrefonds et Senneville (mandat 1262) Objet:

Monsieur,

La présente fait suite à la demande que vous adressiez au ministère de l'Environnement (MENV) le 23 novembre 2000 via le courrier électronique, afin d'obtenir nos commentaires relativement à la représentation de la limite du domaine hydrique de l'État au plan projet de la rénovation cadastrale concernée.

Au regard de ce dossier, l'analyse du plan projet reçu par rapport aux documents que nous possédons actuellement et aux photographies aériennes du secteur, m'amène à formuler les commentaires suivants :

Le contrôle de la limite cadastrale des projets de lots a été fait à l'aide de l'interprétation des photographies aériennes de 1928, 1931, 1948, 1964, 1971 et 1982, de la compilation de divers plans, rapports, documents d'archives et droits consentis, et de la cartographie numérique au 1 : 20 000 du ministère des Ressources naturelles (la BDTQ du MRN). Notre prétention sur la position et la géométrie de la ligne des hautes eaux ordinaires est représentée en bleue sur les extraits suivants du plan projet :

Plan-A-

La limite riveraine du projet de lot 1 978 967 occupe le domaine hydrique de l'État. De plus, on retrouve le bail 7778-477 en front dudit projet de lot. Cette situation devrait être corrigée.

La limite riveraine des projets de lots 1 979 006 (rue Boulongne) et 1 977 849 occupe le lit de la rivière des Prairies au-delà de la ligne des hautes eaux ordinaires. De plus, on retrouve le bail 8990-143 en front du 1 977 849. Cette situation devrait être corrigée.

Direction de l'hydraulique et de l'hydrique Service de gestion du domaine Hydrique public

Édifice Marie-Guyart 675, boul. René-Lévesque Est, boîte 16 Aile Louis-Alexandre-Taschereau Québec (Québec) G1R 5V7

Téléphone: (418) 521-3818, poste 4178 Télécopieur: (418) 643-1051 Internet: http://www.menv.gouv.gc.ca Courriel: daniel.despres@menv.gouv.qc.ca

Ce papier contient 20% de fibres recyclées de postconsommation.



La limite riveraine du projet de lot 1 977 860 devrait être modifiée afin de tenir compte des baux 8990-138 et 9495-107, ainsi que de la photo-interprétation.

La limite riveraine des projets de lots 1 977 693 (avenue du Château-Pierrefonds) et 1 977 845 occupe le domaine hydrique de l'État. De plus, on retrouve le bail 8990-142 en front du 1 977 845 qui devra éventuellement être modifié afin de tenir compte du raffinement de notre analyse. Cette situation devrait être corrigée.

Plan-B-

La limite riveraine des projets de lots 1 977 645, 1 977 643 et 1 977 431 occupe le domaine hydrique de l'État. Cette situation devrait être corrigée.

La limite riveraine des projets de lots 1 977 427, 1 977 426, 1 977 425, 1 977 424, 1 977 423, 1 977 417, pour lesquels on retrouve les baux 9899-57, 9899-44, 9899-56, 9899-55, 9899-79 et 9596-115, occupe le lit de la rivière des Prairies au-delà de la ligne des hautes eaux ordinaires. Lesdits baux devront donc être modifiés afin de tenir compte du raffinement de notre analyse. Cette situation devrait être corrigée.

La limite riveraine des projets de lots 1 977 429 et 1 977 413 occupe le domaine hydrique de l'État. Cette situation devrait être corrigée.

Veuillez noter que les baux 9899-50 (1 977 408), 9596-42 (1 977 409), 9899-15 (1 977 410), 9697-21 (1 990 948) et 9899-58 (1 977 428) n'auront pas à être modifiés puisque la limite riveraine de leur projet de lot adjacent est acceptée.

Plan-C-

La limite riveraine des projets de lots occupe le lit de la rivière des Prairies au-delà de la ligne des hautes eaux ordinaires. De plus, on retrouve en front du 1 977 403 le bail 8283-157. Cette situation devrait être corrigée.

Plan-D-

Une partie de la limite riveraine du projet de lot 1 978 979 pour laquelle il existe le bail 8485-253 occupe le domaine hydrique de l'État. Cette situation devrait être corrigée.

Plan-E-

La géométrie de la limite riveraine du projet de lot 1 977 325 adjacente au projet de lot 1 978 971 ne semble pas bien représenter une rive naturelle. De plus, elle ne s'accorde pas avec notre analyse photogrammétrique. C'est pourquoi nous vous proposons la ligne bleue comme limite riveraine à cet endroit. Cette situation devrait être corrigée.

Plan-F-

La limite riveraine du projet de lot 1 990 924 n'est pas représentative de la ligne des hautes eaux ordinaires, particulièrement avec l'échancrure d'environ 90° que l'on retrouve au sommet nord-est. L'analyse des photographies aériennes nous révèle que la ligne bleue proposée s'avère beaucoup plus représentative de la rive naturelle à cet endroit. Cette situation devrait être corrigée.

Une partie de la limite riveraine du projet de lot 1 977 296 occupe le domaine hydrique de l'État. Cette situation devrait être corrigée.

Plan-G-

Des parties de la limite riveraine des projets de lots 1 977 296, 1 978 980 et 1 978 975 nous semble problématiques. Soit qu'elles occupent le lit de la rivière des Prairies au-delà de la ligne des hautes eaux ordinaires, soit qu'elles ne sont pas représentatives d'une rive naturelle de par leur géométrie (échancrure d'environ 90°). Ces situations devraient être corrigées.

Plan-H-

La limite riveraine des projets de lots 1 977 230, 1 977 250 et 1 977 247 occupe le domaine hydrique de l'État. Cette situation devrait être corrigée.

Plan-I-

• Concernant le projet de lot 1 977 239 :

La limite cadastrale riveraine actuellement proposée correspond à la ligne des hautes eaux ordinaires <u>« approximative »</u> que l'on retrouve sur le croquis accompagnant le bail 8485-133 (ligne rose). Il est évident que celle-ci ne correspond pas à la ligne des hautes eaux ordinaires réelle, puisqu'elle comporte une échancrure d'environ 90° sur une distance de +/- 11 mètres, ce qui n'est pas représentatif d'une rive naturelle.

Le plan montrant la subdivision d'une partie du lot 229 (229-42) du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Geneviève, déposé le 4 mars 1963 comporte ladite échancrure. Ceci est un bon exemple d'anomalies et/ou d'erreurs inhérentes aux données cadastrales actuelles que la rénovation cadastrale se doit de corriger puisque c'est un de ces buts. Donc, ce projet de lot devrait être corrigé en fonction de notre prétention (ligne bleue), qui est en bonne partie basée sur l'analyse des photographies aériennes de 1928. Le bail 8485-133 devra donc être modifié afin de tenir compte du raffinement de notre analyse.

• Concernant le projet de lot 1 977 228 :

La limite cadastrale riveraine actuellement proposée correspond à la ligne d'occupation (mur de pierres) que 1'on retrouve sur le bloc 853 du fleuve St-Laurent à l'arpentage primitif (qui correspond au bloc 3 du cadastre de la paroisse de Ste-Geneviève). Le problème est que la limite est et nord-est dudit bloc semble avoir été établie en fonction de la limite cadastrale du lot 229-49, déposé le 2 avril 1970, qui remplace une partie du lot 229-41 annulé le même jour. Ces lots 229-49 et 229-41 s'accordent avec le lot 229-42 au niveau de la limite du lac des Deux-Montagnes. Cependant, nous venons d'établir au paragraphe précédent que le lot 229-42 ne représente pas la ligne des hautes eaux ordinaires. Il en va de même pour une partie du lot 229-49. Donc, la partie du projet de lot 1 977 228 située entre la limite du bloc 853 (représentée approximativement en vert) et notre prétention (ligne bleue) est en empiétement sur le domaine hydrique de l'État. Cette situation devrait être corrigée.

Plan-J-

La limite riveraine des projets de lots 1 977 240, 1 977 242, 1 977 246 et 1 977 248 occupe le lit du lac des Deux-Montagnes audelà de la ligne des hautes eaux ordinaires. Cette situation devrait être corrigée.

Plan-K-

Une partie de la limite riveraine du projet de lot 1 990 933 nous semble problématique. Soit qu'elle occupe le lit du lac des Deux-Montagnes au-delà de la ligne des hautes eaux ordinaires, soit qu'elle n'est pas représentative d'une rive naturelle de par sa géométrie (échancrure d'environ 90°). Cette situation devrait être corrigée.

Plan-L-

Une partie de la limite nord du projet de lot 1 978 986 occupe le domaine hydrique de l'État. Cette situation devrait être corrigée.

À partir du projet de lot 1 977 221 et ce vers le sud-ouest, nous avons retrouvé certains plans de divers lots de grève et en eau profonde qui font référence à des Lettres Patentes qui auraient possiblement été émises dans les années 1900-1905. Nous n'avons pas pour le moment la confirmation officielle que ces droits ont bel et bien été consentis, bien que tout porte à croire qu'ils ont été émis. C'est pourquoi nous sommes présentement en vérification avec le ministère de la Justice afin d'officialiser ces concessions. Donc, dans le processus actuel de contrôle des plans projets de rénovation, nous acceptons que la limite riveraine d'un projet de lot se retrouve à l'intérieur d'un de ces lots de grève et en eau profonde, sous réserve d'un éventuel avis contraire du ministère de la Justice à l'effet qu'aucun droit n'a été consenti à cet endroit par le passé.

Donc, les projets de lots suivants sont acceptés, avec réserve :

1 977 221 1 977 216 1 976 989 1 976 967	1 977 219 1 977 212(*) 1 976 979 1 976 966	1 977 218 1 990 929 1 976 973	1 977 215 1 990 930 1 976 970
1 976 965 vers le	sud-ouest jusqu'à	1 976 779	
1 976 778 1 976 775	1 976 773 1 978 999	1 976 774 1 979 000	1 976 772

Plan-M-

(*) Concernant le projet de lot 1 977 212 mentionné au paragraphe précédent, on y retrouve 2 pointes dans sa partie sud-ouest qui dépassent la limite des Lettres Patentes -008- du registre « E » (cette limite représentée en vert est positionnée de façon approximative). L'analyse photogrammétrique de 1928 s'accorde avec le projet de lot pour l'une des pointes mais pas pour l'autre. C'est pourquoi nous demandons à votre fournisseur de bien analyser cette situation et de la corriger au besoin. À cet effet, nous lui transmettons une copie du plan « E-008 ».

Une partie de la limite riveraine du projet de lot 1 978 985 nous semble problématique. Soit qu'elle occupe le lit du lac des Deux-Montagnes au-delà de la ligne des hautes eaux ordinaires, soit qu'elle

n'est pas représentative d'une rive naturelle de par sa géométrie (échancrure d'environ 90°). Cette situation devrait être corrigée.

Plan-N-

La limite riveraine du projet de lot 1 976 978 devrait être corrigée afin de s'accorder avec le bail 9192-51 ainsi qu'avec l'analyse photogrammétrique.

Plan-O-

Une partie de la limite riveraine des projets de lots 1 976 923, 1 976 802, 1 976 806 ainsi que la limite riveraine du projet de lot 1 976 805 nous semble problématique. Soit qu'elles occupent le lit du lac des Deux-Montagnes au-delà de la ligne des hautes eaux ordinaires, soit qu'elles ne sont pas représentatives d'une rive naturelle de par leur géométrie (échancrure d'environ 90°). Ces situations devraient être corrigées.

Plan-P-

La limite riveraine des projets de lots 1 976 824, 1 976 825, 1 976 822, 1 976 823, 1 976 849, 1 976 862, 1 976 878, 1 976 788, 1 976 789, 1 976 790 et 1 976 793 occupe le lit du lac des Deux-Montagnes au-delà de la ligne des hautes eaux ordinaires. Vous remarquerez que pour le projet de lot 1 976 823, notre prétention s'accorde avec la ligne des hautes eaux ordinaires du bloc 1291 de l'arpentage primitif représenté par le projet de lot 1 990 894. Cette situation devrait être corrigée.

La limite riveraine du projet de lot 1 976 794 ainsi qu'une partie de la limite riveraine du projet de lot 1 976 792 correspondent à la ligne d'occupation (mur de soutènement) que 1'on retrouve aux lots 1 et 2 du bloc 4 de l'arpentage primitif déposé en 1979. À cette époque, la limite nord-est de ce bloc 4 était qualifiée de « ligne des hautes eaux actuelles ». Plutôt étrange, puisqu'on retrouve sur les photographies aériennes de 1928 les mêmes marques d'occupation (mur de soutènement) qu'en 1979. C'est ce qui explique l'actuelle échancrure que l'on retrouve dans la limite séparant les projets de lots 1 976 795 et 1 796 794. La limite riveraine du projet de lot 1 976 795 devrait donc être modifiée selon le trait vert tireté qui correspond à notre analyse photogrammétrique. Pour ce qui est des projets de lots 1 976 794 et 1 976 792, il y aurait lieu de raffiner l'analyse encore plus afin de pouvoir déterminer la position et la géométrie de la ligne des hautes eaux ordinaires à retenir, ce que nous ne sommes pas en mesure de faire pour le moment faute de temps. C'est pourquoi nous

demandons à votre fournisseur de bien analyser cette situation et de la corriger au besoin.

Veuillez prendre note que, pour les revendications faisant référence aux baux émis par le MENV, une copie de ceux-ci fut transmise au fournisseur le 22 septembre 1999 suite à sa demande d'information foncière du 31 août 1999. De plus, on ne peut immatriculer à un propriétaire privé une partie du lit d'un cours d'eau qui est présentement louée du gouvernement du Québec.

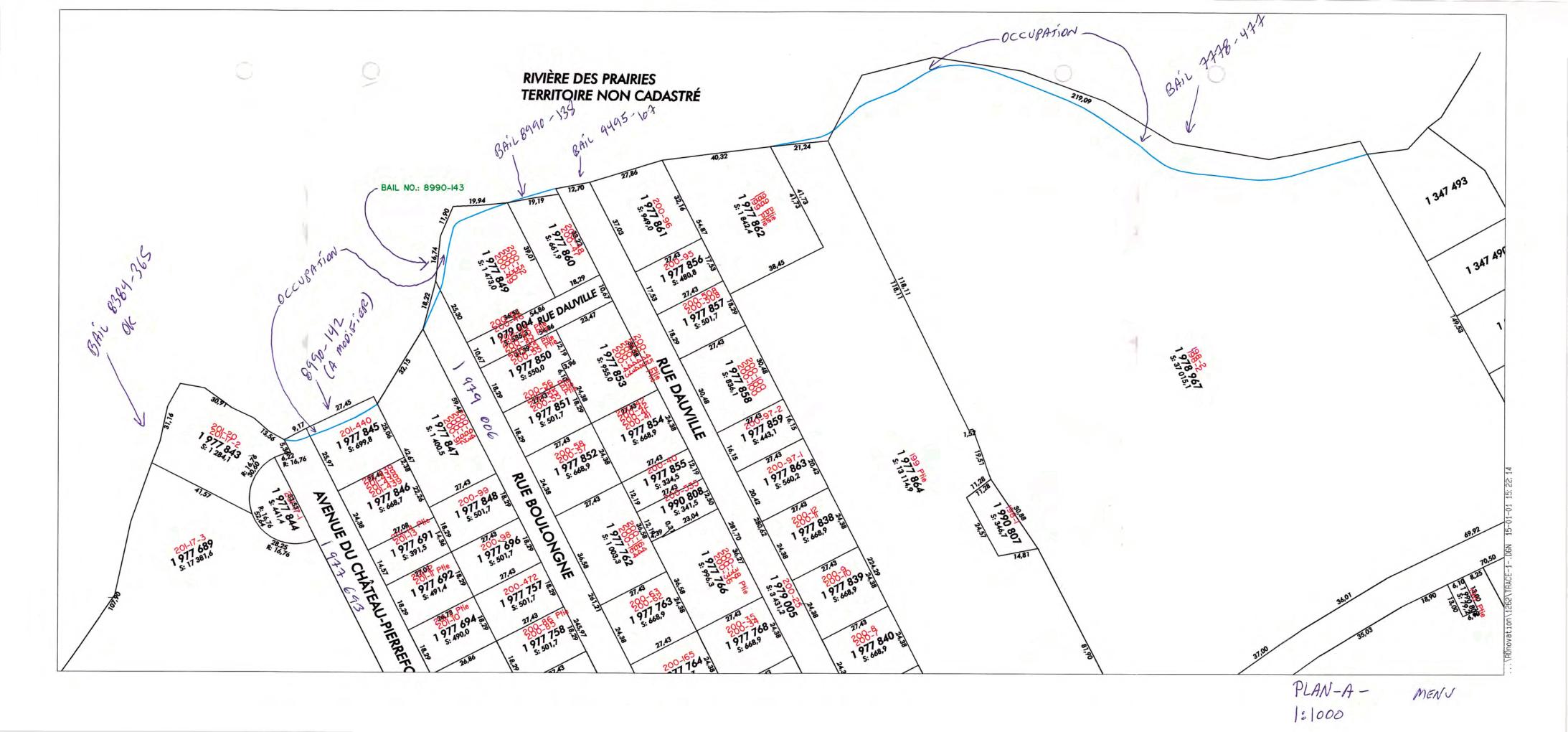
Je vous rappelle qu'avant d'associer un lot ou une partie de lot à un propriétaire privé, il est du **devoir du fournisseur** de s'assurer que ce lot a bel et bien été concédé, c'est-à-dire sortie du domaine public (référence : instructions pour la réalisation d'un mandat de rénovation cadastrale). Un des buts recherchés par la rénovation cadastrale est d'identifier et corriger les anomalies et erreurs inhérentes aux données cadastrales actuelles qui sont nombreuses le long des plans d'eau et ce, en vue de reconstituer une image complète et **fidèle** du morcellement foncier. Nous sommes d'avis que la rénovation cadastrale n'a pas atteint tous ses buts lorsque l'on retrouve des lots et/ou parties de lots identifiant une partie du lit d'un lac ou d'un cours d'eau de l'État dont la propriété est attribuée à des propriétaires privés, sans qu'il y ait eu concession. C'est pourquoi les occupations sur le domaine hydrique public pour lesquels les riverains ne détiennent pas de titres de l'État ne devraient pas être immatriculées au cadastre du Québec.

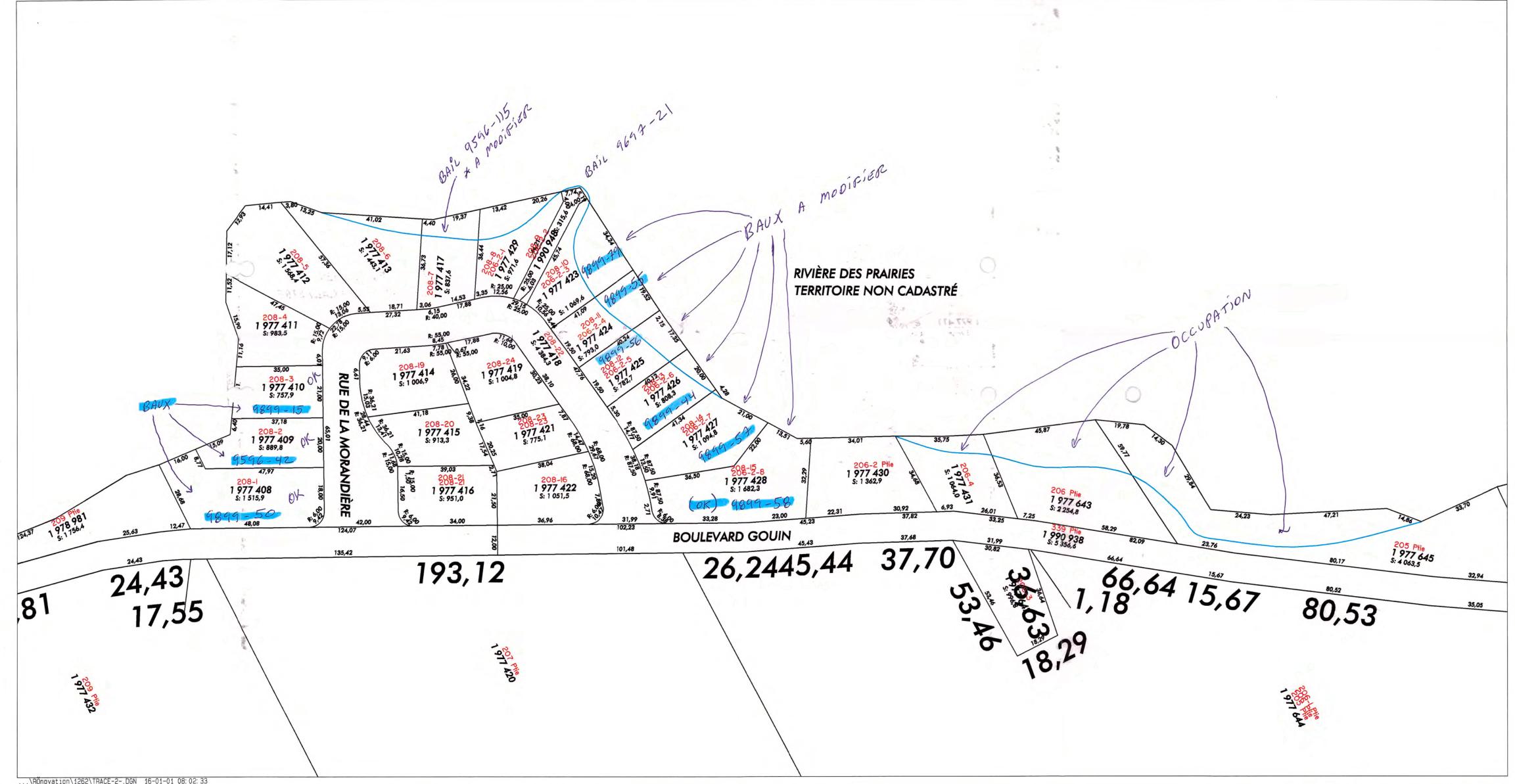
Pour terminer, je vous informe que, nonobstant les remarques qui précèdent, nous acceptons pour les fins de <u>représentation cadastrale</u> des autres lots la limite du domaine hydrique proposée pour le mandat concerné, sous réserve des droits que l'État détient ou peut détenir à l'égard de certains lacs et/ou cours d'eau non-navigables. Toutefois, nous tenons à préciser que cette limite ne constitue pas pour autant une limite formelle comme celle qui résulte d'un bornage.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

DD/dg

Daniel Després, Arpenteur-géomète

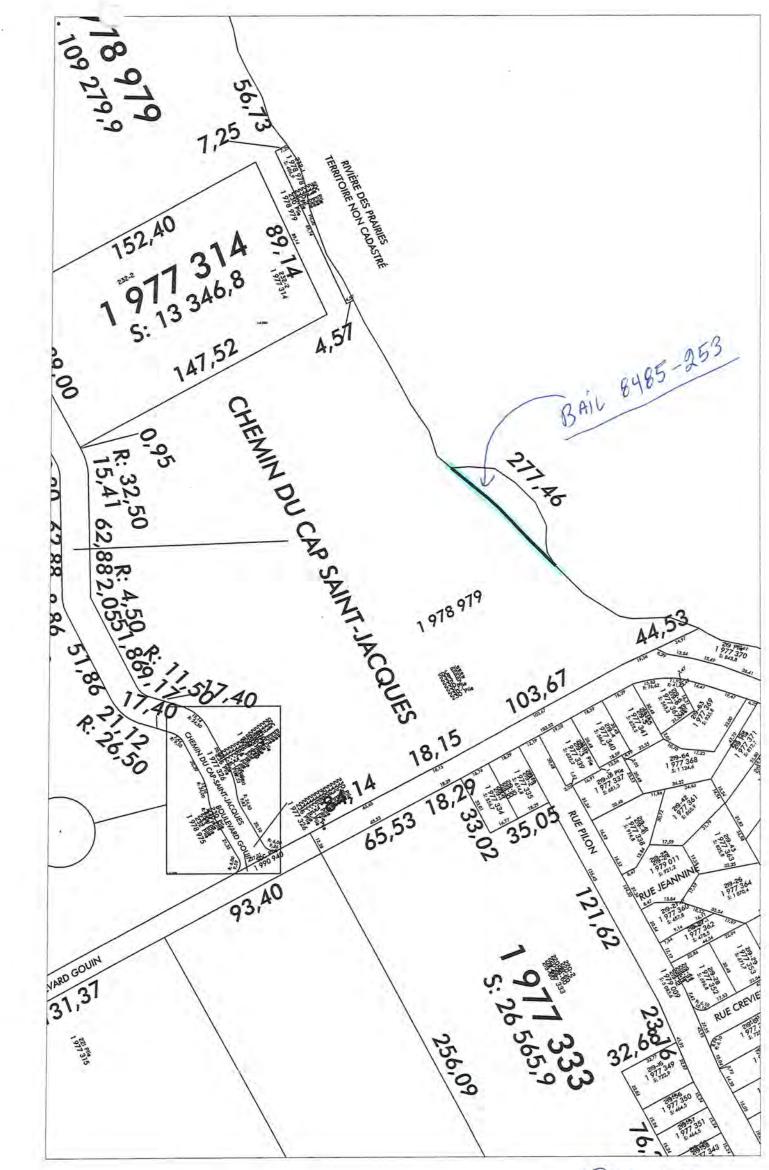




PLAN-B- MENV 1:1000

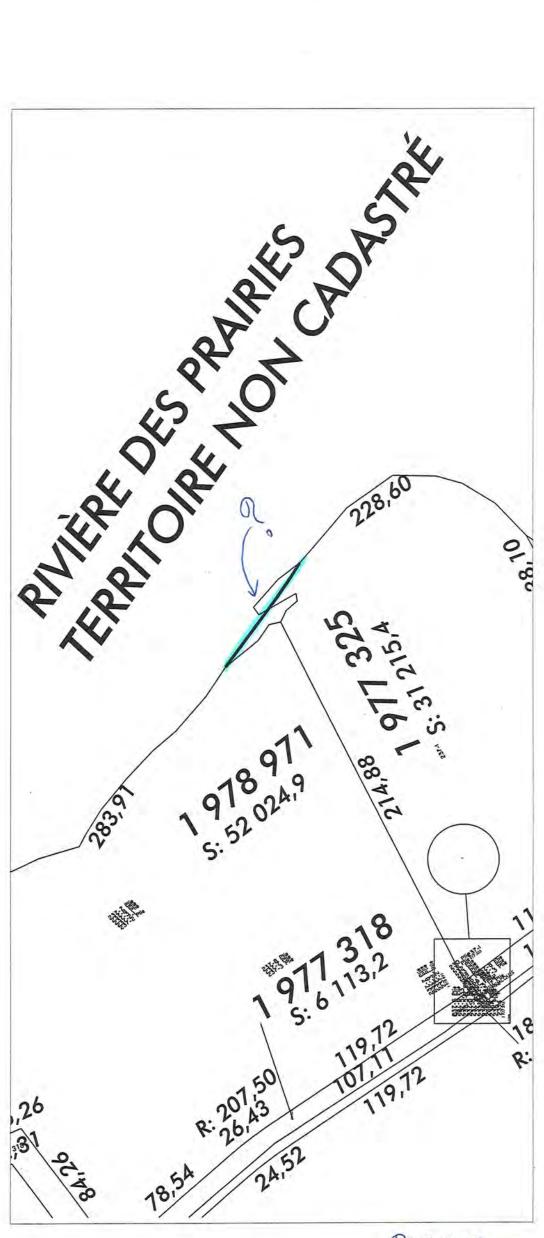
TERRITOIRE NON CADASTRE RIVIERE DES PRAIRIES occupation @41 0200 15N 12,86 12,77 52 1990809 12.19 18,21 BOULEVARD GOUIN 29,99 210 Ptie 1 990 949 S: 531,1

PLAN-C-1:500 MENU



MENU

PLAN-D-1:2000

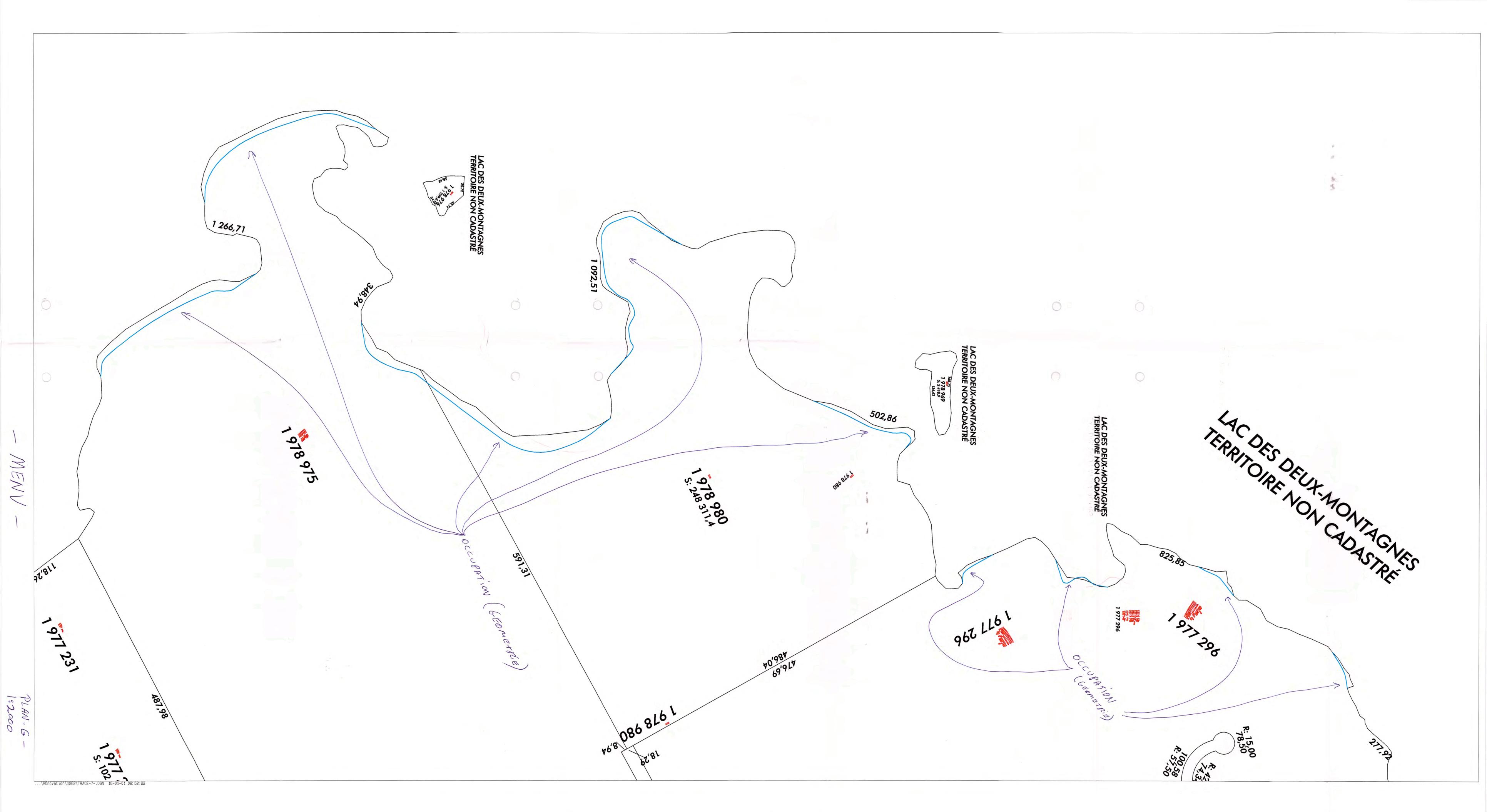


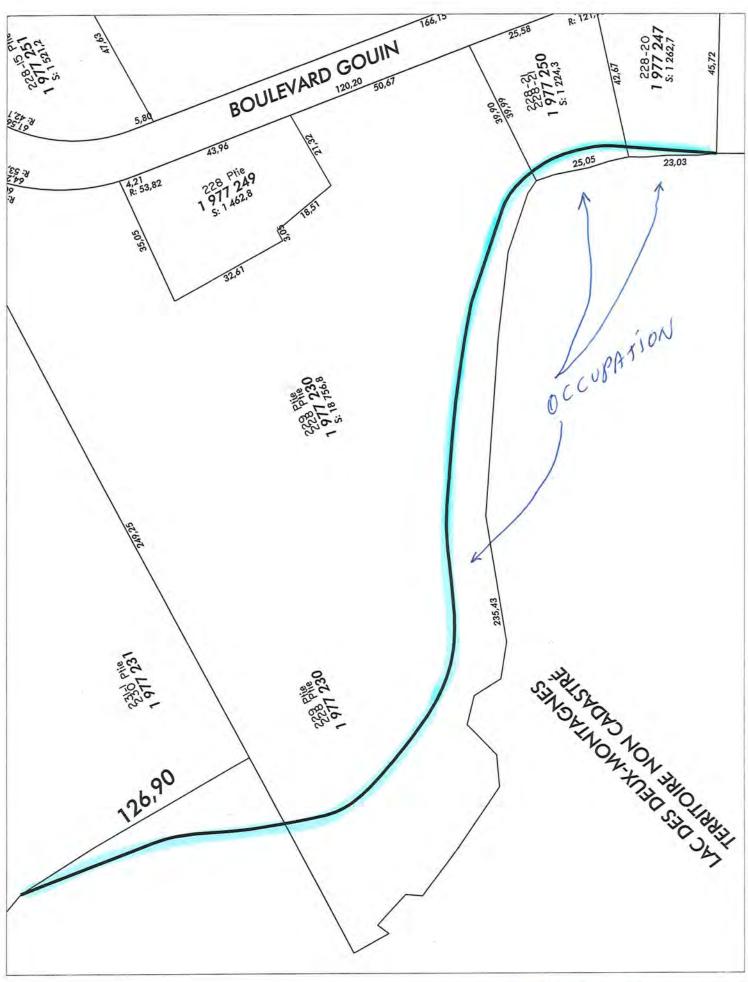
MENV

PLAN-E-1:2000



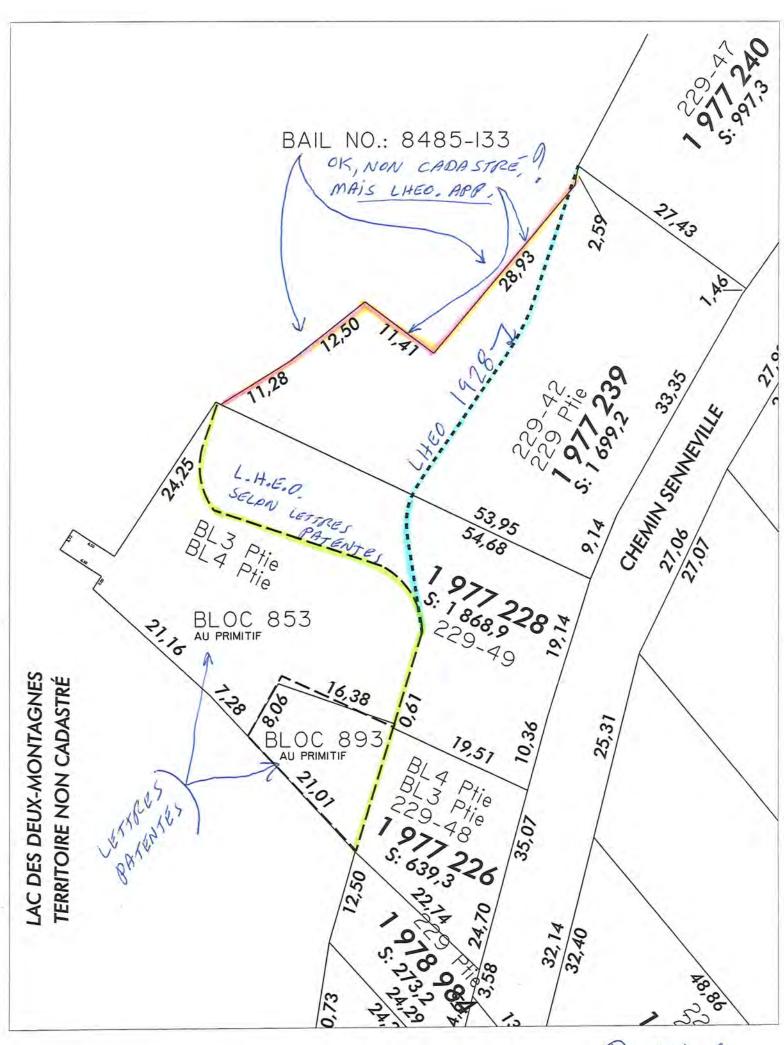
PLAN-F-1:1000





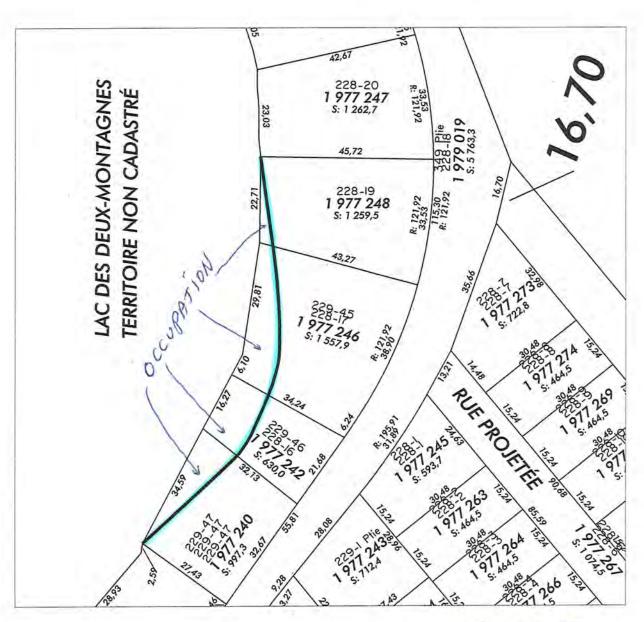
PLAN-H-

MENN



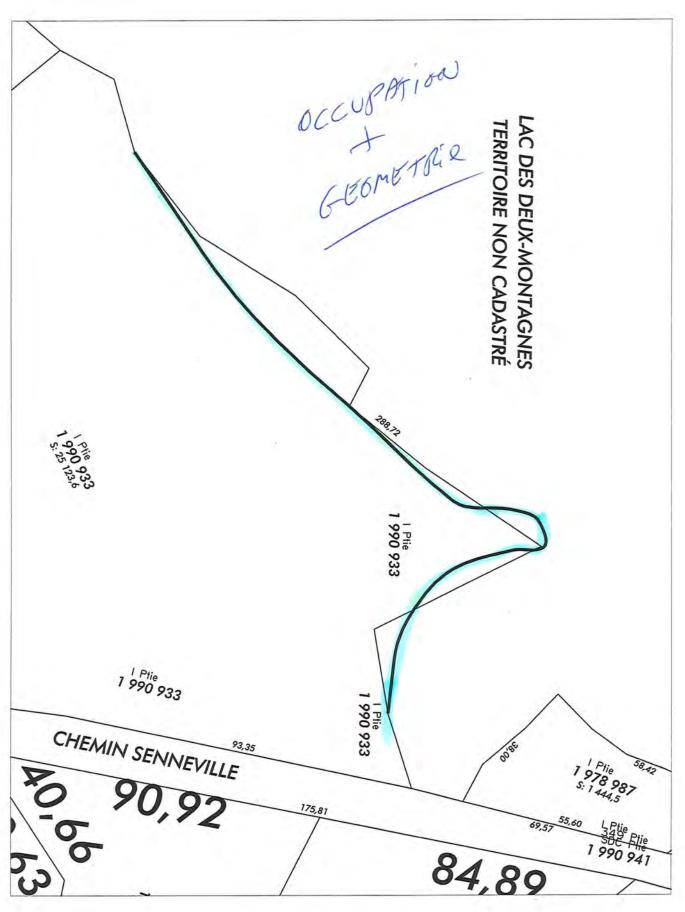
MENJ

PLAN-1-1:500



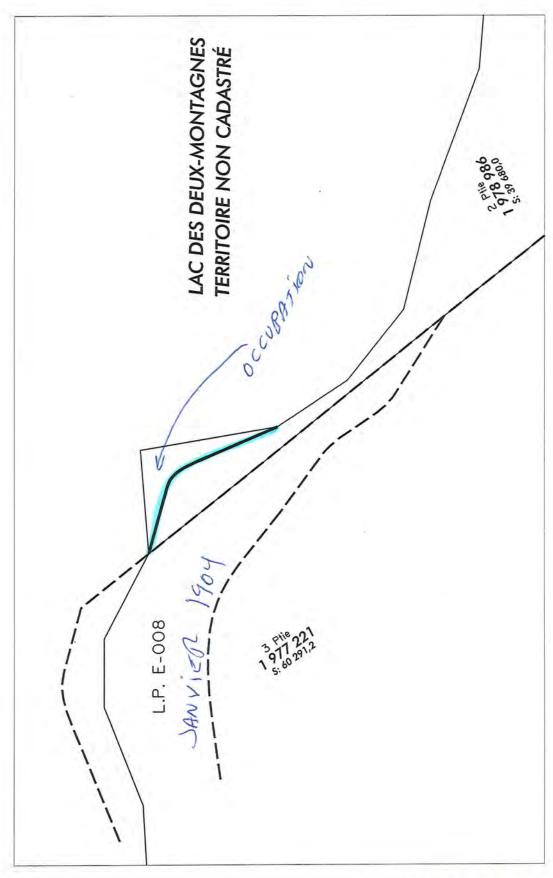
PLAN-J-1:1000

MENU



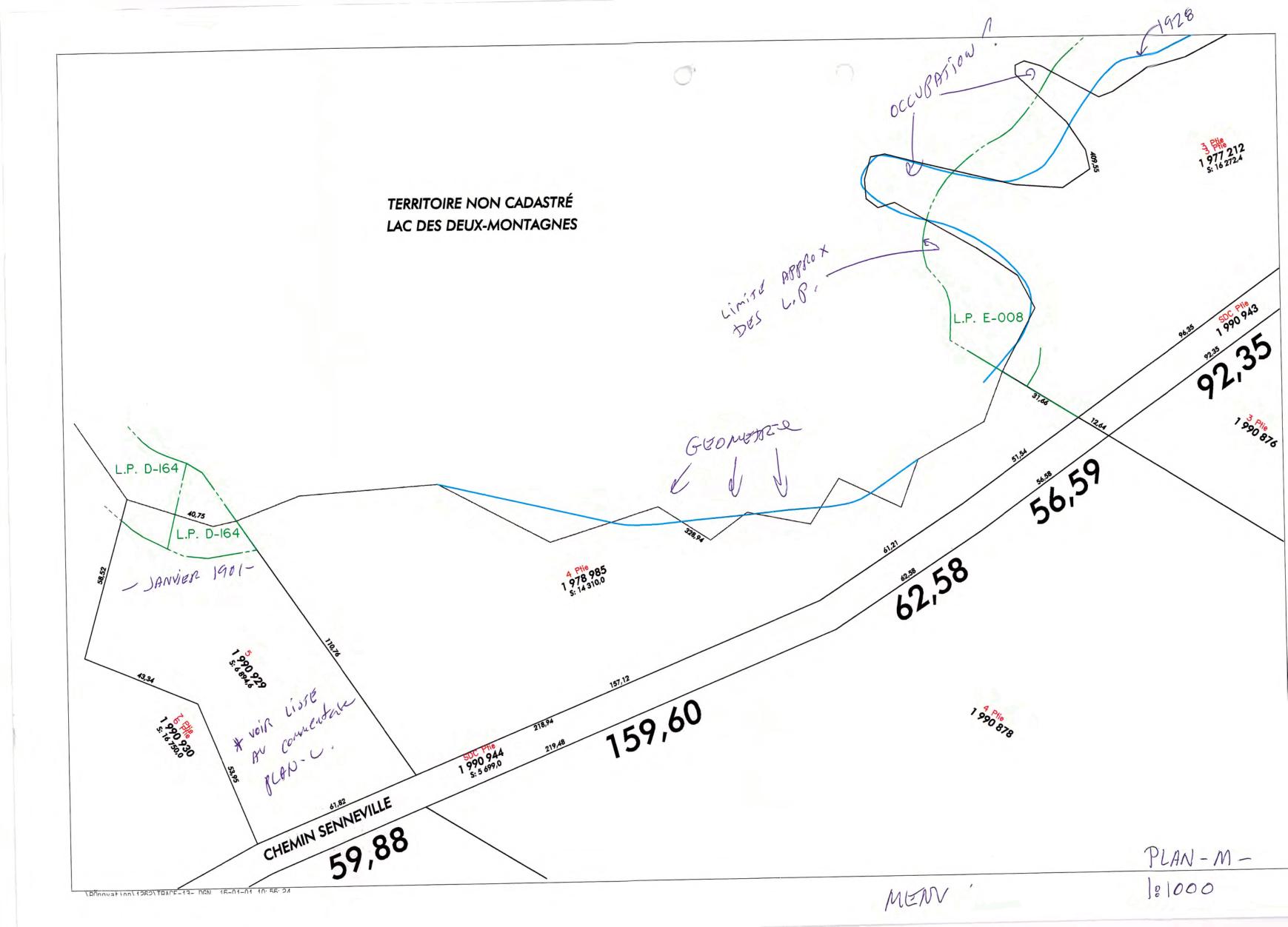
PLAN-K-1:1000

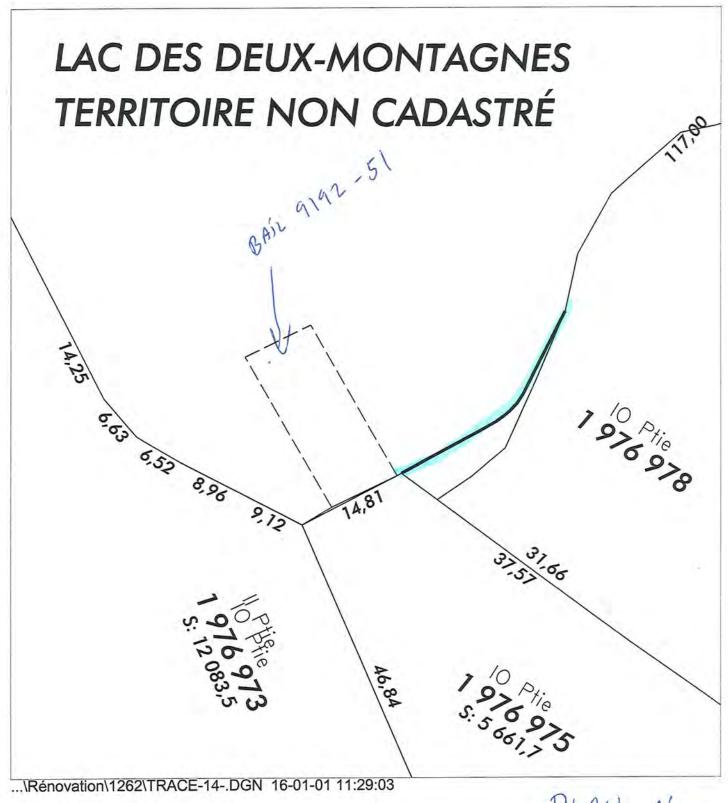
men



PLAN-L-1:1000

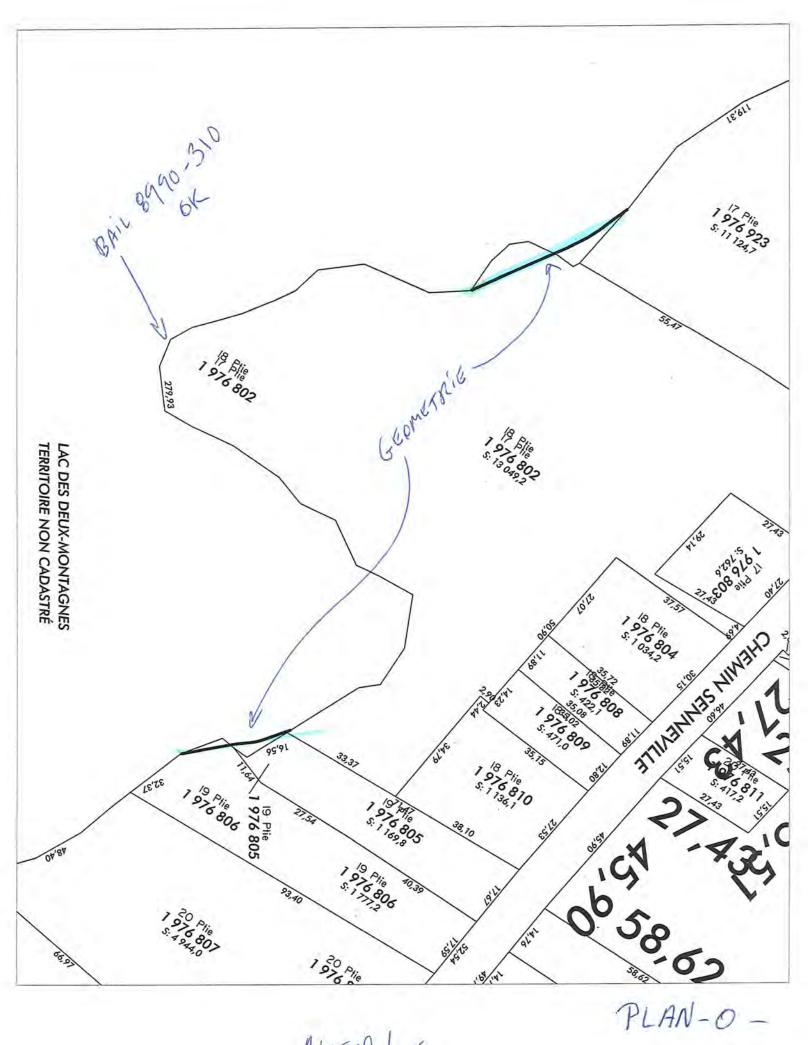
WEDN.





PLAN -N -1:500

WEND.



PLAN-0

MENU

